

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1853 - 3 mars 1994 - 4 F

D 1853 NICARAGUA: LA CRISE POLITIQUE CONTINUE

Politiquement, le Nicaragua actuel est difficilement viable: un gouvernement inefficace, un parti gouvernemental éclaté, un parti d'opposition en proie à une grave crise interne; il y a bien des négociations bi- et tripartites mais elles ne débouchent pour l'heure sur rien. Socialement, le chômage, la délinquance, la relance de groupes armés sont autant de facteurs de désagrégation du tissu social. Économiquement - triste record mondial - le produit intérieur brut **per capita** de 1993 est inférieur à celui de 1960...

Les États-Unis ne relâchent pas leur pression sur le gouvernement de la présidente Violeta Chamorro pour qu'elle écarte définitivement toute collaboration avec les sandinistes (cf. DIAL D 1827). D'où l'appel du recteur de l'Université centro-américaine de Managua, Xabier Gorostiaga, jésuite et économiste, au gouvernement nord-américain pour qu'il change de stratégie vis-à-vis du Nicaragua, en apportant une politique de "neutralité constructive" et en apportant son soutien au dialogue politique entre toutes les forces vives de la scène politique nicaraguayenne.

Article de **Pensamiento Propio** de décembre 1993/janvier 1994.

Note DIAL

UNE NEUTRALITÉ CONSTRUCTIVE

par Xabier Gorostiaga

*La crise politique nicaraguayenne continue
alors que le pays tombe dans un puits sans fond.
L'intervention de Xabier Gorostiaga à la Chambre des représentants des États-Unis
et la déformation de son intervention dans le journal La Prensa
reflètent deux attitudes bien différentes face au même problème*

Nous sommes arrivés à une impasse tragique dans le Nicaragua d'aujourd'hui. Le pays est polarisé et paralysé. On constate un formidable manque de confiance dans les hommes politiques à tous les niveaux de la société. La coalition de l'Union nationale d'opposition (UNO)¹ est amèrement divisée et s'est, à diverses reprises, retirée du dialogue. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est affronté à sa propre crise interne et a besoin d'une nouvelle direction capable de s'ajuster aux temps nouveaux. Le gouvernement est perçu comme inefficace et incapable. Avec une telle perte de confiance en l'avenir, le pays est au bord de la désintégration sociale, de la violence sans but et sans fin. Cependant un temps de crise est aussi un temps d'opportunité si les politiques changent, et cela tant au Nicaragua que dans la communauté internationale.

¹ Parti gouvernemental de la présidente Violeta Chamorro aujourd'hui en partie dans l'opposition. Cf. DIAL D 1765 (NdT)

Le contrôle civil

Les Nicaraguayens et la communauté internationale doivent travailler ensemble pour l'ouverture d'un dialogue national dans le pays et à tous les niveaux de la société, en vue d'une réconciliation à partir de la base. Un consensus national est la seule façon d'isoler les extrémistes de l'un et l'autre bords. La responsabilité relève des Nicaraguayens, mais la communauté internationale - les États-Unis surtout - peut soutenir cet effort.

L'accord gouvernement-UNO-FSLN du 21 août 1993, au moment de la crise des otages², constitue une esquisse valable de ce que doit être le consensus national nécessaire.

Il y faut une nouvelle politique de neutralité constructive de la part des États-Unis. Nous avons vu apparaître des symptômes en ce sens au cours des derniers mois; nous aimerions qu'ils s'affirment. Les États-Unis ne devraient soutenir aucune faction en particulier, au Nicaragua, mais apporter au contraire leur appui au dialogue et aux institutions de la démocratie. L'objectif devrait être le soutien à tout mouvement allant dans le sens d'une négociation entre les forces divisées du Nicaragua.

Les deux questions brûlantes au Nicaragua et dans le débat sur le Nicaragua aux États-Unis sont le contrôle civil sur l'armée et le contentieux sur la propriété³. Le contrôle civil sur l'armée est tout à fait essentiel. Quant à la propriété, il faut parvenir à une solution par la voie démocratique nicaraguayenne, et non point imposée de l'étranger. Ces questions doivent être débattues à l'Assemblée nationale et reprises aussi par les institutions de la société civile au Nicaragua. Un soutien politique et diplomatique de la communauté internationale apporté à ces institutions du Nicaragua aiderait à régler ce double contentieux.

A Washington on entend souvent dire que tous les problèmes du Nicaragua sont d'ordre politique, et qu'on ne peut régler le problème politique sans résoudre d'abord l'impasse politique. Je pense pour ma part que la crise économique durcit l'impasse politique et que les deux doivent être réglées conjointement.

Pourquoi la crise économique est-elle si sévère? Le Nicaragua a reçu de la communauté internationale une aide substantielle pour la reconstruction, y compris l'aide des États-Unis. Le problème essentiel n'est pas le montant de l'aide mais la façon dont elle a été utilisée.

Un ajustement implacable

Plus du tiers de l'aide est sorti du pays au titre du service de la dette extérieure du Nicaragua. Une autre part importante a été appliquée au financement d'importations dans le but de stabiliser la monnaie et de redresser la balance des paiements, ce qui a eu pour effet d'augmenter la tendance à l'importation de biens de consommation. Une part relativement restreinte de l'aide destinée aux programmes de développement n'a pas été appliquée correctement. Alors que le gouvernement Chamorro doit déjà répondre de son administration inefficace de l'aide, il lui a fallu de plus suivre dans une grande mesure les directives imposées par les institutions financières internationales.

Ces directives doivent être revues. Les politiques d'ajustement structurel ont permis de faire baisser l'inflation, mais elles ont inondé le pays d'importations de luxe, affaibli la production, et causé des ravages chez les pauvres. Les restrictions du crédit

² Cf. DIAL D 1819 (NdT).

³ Le problème de la propriété est double. C'est celui des terres promises - et non attribuées - aux anciens "contras" retournés à la vie civile (cf. DIAL D 1561). Et c'est celui des biens nationalisés par la révolution sandiniste, mais reprivatisés seulement en partie par le gouvernement de Violeta Chamorro (NdT).

ont fait que de nombreux paysans, dont la grande majorité des anciens combattants qui a qui avaient reçu des terres, ne peuvent pas cultiver leurs parcelles et risquent donc de les perdre. Les politiques économiques ont échoué pour ce qui est du redressement économique. Elles rendent encore plus difficile la réconciliation politique.

D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Nicaragua est le seul pays au monde qui, en 1993, dispose d'un produit intérieur brut (PIB) per capita inférieur à celui qui était le sien en 1960. La tendance a empiré puisque, en 1992, le PIB per capita de 405 dollars était de 40% plus bas que celui de 1985, année où le Nicaragua était en pleine guerre. La paix, la démocratie et l'aide internationale ont échoué parce qu'elles se sont heurtées à un ajustement structurel implacable qui contraint des nations en situation de sortie de guerre à une opération chirurgicale sans anesthésie.

Des rapports constructifs

Les donateurs internationaux doivent reconsidérer les conditions de l'ajustement structurel pour l'attribution de l'aide au Nicaragua. La communauté internationale doit soutenir le peuple nicaraguayen dans sa recherche d'une nouvelle politique économique de consensus.

L'aide économique des États-Unis doit être modifiée afin de donner la priorité aux investissements dans l'éducation, de renforcer la démocratie et de rendre possible, de ce fait, la "compétitivité structurelle" du Nicaragua qui est une composante de base d'un ajustement structurel effectif et équitable. Accorder la priorité aux crédits à la petite et moyenne production agricole et à l'industrie légère constitue un facteur clé de la relance économique, de la stabilité sociale et de la démocratie participative. Les États-Unis devraient oeuvrer, conjointement avec les pays européens et nordiques, à l'élaboration d'un projet commun d'aide au Nicaragua, ce qui serait beaucoup plus efficace que de travailler sur des projets parallèles et contradictoires, comme cela s'est produit dans le passé.

Au Nicaragua, nous nous trouvons à une croisée des chemins difficile. Je demande instamment aux États-Unis d'appuyer le dialogue politique au Nicaragua et d'assurer le pays que l'aide économique renforcera ses efforts plutôt que de les affaiblir. Cela permettrait d'établir les premiers rapports constructifs entre les États-Unis et le Nicaragua propres à aider les Nicaraguayens sur leur difficile chemin vers la démocratie et de la réconciliation. Le Congrès des États-Unis devrait envoyer une commission bipartite au Nicaragua dans les délais les plus brefs, telle que celle qu'a conduite le député Moakley avec tant de succès pour l'établissement de la paix en El Salvador⁴.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

⁴ Cf. DIAL D 1519 et 1581 (NdT).